

INTERNATIONAL

L'Andalousie, le modèle californien en Europe

Située à l'extrême sud de l'Europe, l'Andalousie s'étend sur presque le double de la surface de la Suisse. C'est une région bénéficiant d'un climat très doux qui possède une grande diversité de terroirs et de situations. De la zone tropicale autour de Malaga, aux sommets enneigés des Sierras, en passant par le grand bassin fluvial du Guadalquivir avec ses terres irrigables et fertiles, l'Andalousie est très riche de diversités.

Aujourd'hui, elle est surtout connue pour ses énormes surfaces de production maraîchères recouvertes de plastiques et les mauvaises conditions de travail qui y prédominent. Sa population est d'environ 7 millions d'habitants et elle détient - avec un taux de chômage de 12,2% - l'un des taux les plus élevés d'Espagne (dont la moyenne se situe à 8,3%). Ce niveau évolue néanmoins à la baisse depuis plusieurs années.

L'agriculture andalouse

Quant à l'agriculture andalouse, elle continue d'être un secteur important, fournissant un emploi sur sept en 2001. Les principales productions sont les fruits et légumes avec près de 50%, suivies par l'olive avec 22% (10% de la production mondiale), la production animale avec 13% et finalement les céréales et les grandes cultures totalisant 10%. Selon le ministère de l'agriculture, 34% du produit agricole espagnol provient d'Andalousie.

Mais comme partout, la campagne andalouse continue de se dépeupler. Ainsi, ils étaient plus de 20'000 paysans à abandonner l'agriculture en 2006. Depuis 1995 l'agriculture andalouse a perdu 40% de ses actifs. Ces chiffres se retrouvent également dans une même proportion au niveau national, mais leur impact est plus important en Andalousie qui représente 30% de la population agricole active du pays, avec près de 300'000 agriculteurs. Les problèmes du secteur des fruits et légumes, la réforme du coton et de la production sucrière, ainsi que le manque de rentabilité de la production laitière - avec en corollaire celui de l'élevage bovin et ovin - expliquent ces chiffres alarmants. Les conditions de vie en milieu rural et le revenu agricole n'étant pas attractifs, les perspectives d'avenir pour les agriculteurs et les éleveurs sont troubles. Le revenu paysan annuel est de 13'000 € alors que le revenu moyen est de 22'000 €. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'un grand problème de relève se pose.

Travailleurs agricoles

La production de fraises de la Huelva est la plus importante du monde. Pour les fraises et les framboises, un nombre total de 60'000 travailleurs immigrants, jusque là principalement d'origine roumaine, polonaise, marocaine, bulgare, équatorienne ou colombienne sont engagés temporairement pour la récolte. Au Maroc, vers la mi-janvier,

au moins 2'600 femmes journalières ont été sélectionnées sur place par les entrepreneurs. Il s'agit uniquement de mères, celles-ci étant plus promptes à retourner au pays pour retrouver leurs familles. A cette fin, elles signent un papier les engageant au retour dès la fin de la campagne de récolte. La sélection est rigoureuse, elles passent une après l'autre devant les entrepreneurs. «Les mains sont un miroir de leur personnalité et de leur origine» déclare M. Sanz, responsable «d'Asaja Huelva». Avec plus de 200'000 affiliés, Asaja est l'organisation agricole majoritaire espagnole. M. Sanz est arrivé au Maroc

couvrir les coûts de production. Cette pression sur les prix, identique à celle des autres secteurs, comme par exemple celui des légumes, pousse les producteurs vers un cycle infernal d'augmentation de la productivité, avec tous les problèmes que cela engendre. Manuel Verdier, gérant de «Freshuelva», insiste pour dénoncer l'écart scandaleux de prix entre la production et la consommation et défend la nécessité d'une intervention régulatrice des pouvoirs publics. Le marché libre atteint les limites du raisonnable et il faut rééquilibrer les rapports entre les grands distributeurs et les producteurs.



Campagne commune pour plus de transparence dans les prix.

directement depuis la Roumanie, où il effectuait une autre campagne de recrutement. Les personnes âgées, celles qui présentent un excès de poids, qui sont trop bien habillées ou qui affichent peu de conviction quant à leur volonté de retourner au pays, sont écartées. Les entrepreneurs n'engagent que des femmes parce que «ce travail nécessite des mouvements de mains délicats et sensibles». La convention d'engagement stipule qu'elles toucheront un salaire de 33 €/jour pour une durée de travail de 6h30/jour et 39 heures/semaine. C'est évidemment bien plus que le salaire d'un ouvrier agricole au Maroc, qui est à peu près de 4 €/jour.

Mais dans une perspective économique à long terme, il doit être possible d'engager des travailleurs autochtones pour ces travaux. Durant la campagne des fraises de l'année 2006, les prix à la production n'ont guère dépassé les 0.80cts d'€, ce qui ne permet pas de

Résidus nocifs

Une autre illustration de ce cycle infernal a été mise en évidence par une équipe de chercheurs de l'hôpital universitaire de Grenade. Selon l'article publié dans la revue «Placenta» du mois de novembre passé, au moins 8 substances actives, des résidus de p,p-DDE (métabolite du DDT), ainsi que d'Endosulfan et de Lindane ont été retrouvées dans 96% respectivement 77% et 74% des placentas examinés. Ces pesticides ont un effet sur le développement prénatal des bébés. Dans le cas de prises sanguines, des résidus ont également été détectés chez les hommes.

Parallèlement, à Almeria, au début du mois de février, au moins six entreprises de commercialisation de poivrons ont été mises sous scellés à la suite de détectations en Allemagne, en Hollande et ailleurs de résidus du pesticide illégal Isofem Fosmetil.

Des producteurs sous-payés

Les producteurs d'agrumes ont exprimé leur colère lors de plusieurs manifestations devant les supermarchés. En effet les prix payés aux producteurs se situent entre 0,05 pour les citrons et 0,16 cts €/kg pour les oranges alors que le consommateur paie entre 1 à 1,4 €. L'ensemble des organisations de producteurs (Asaja, Coag et Upa) insistent sur la nécessité d'un contrôle des marges de la grande distribution, des mesures de transparence, des garanties de qualité. Ils veulent un système empêchant le dumping, et la mise en application du principe de la préférence communautaire; la concurrence des importations d'agrumes du Brésil, d'Afrique du Sud ou encore des Etats-Unis ayant des effets négatifs sur le marché.

Pour l'instant, la nouvelle proposition de réforme de l'OCM (Organisation Commune du Marché) fruits et légumes qui devra être prochainement proposée au vote au Conseil des Ministres de l'UE, ne prend pas en compte la nécessité d'une réelle politique agricole, mais continue la fuite en avant sous la pression de l'OMC.

Rudi Berli

Coordination paysanne européenne: www.cpefarmers.org
Coordinadora de Organizaciones de Agricultores y Ganaderos
COAG: www.coag.org/

Conférence publique
La souveraineté alimentaire, mythe ou nécessité ?
Jeuudi 19 avril à 20h15
Organisée par
Fribourg-Solidaire
Avec: Monsieur Jacques Barras, président de UNITERRE Fribourg, Monsieur Christian Haerberli, Chef de la Division Affaires internationales et promotion des ventes à l'OFAG au DFE, Monsieur Valentin Konsana du syndicat paysan africain MAPTO et Monsieur Jean-Marc Tendon, ingénieur ETS en Technologie Alimentaire, directeur de Cogiterre et représentant de Nouvelle Planète à Fribourg
Le débat sera animé par Monsieur Roger de Diesbach, journaliste
Lieu: Commune de Haut-Vully, salle communale, bâtiment du Lion d'Or, Route du Lac 114 à Môtier